

droit de veto, le Conseil de sécurité des Nations Unies. C'est un événement formidable.

Nous devrions en tirer une leçon, car après la Seconde Guerre mondiale, les analystes ont pris bien soin d'évaluer nos forces armées en fonction du seul critère de la défense pour déterminer dans quelle mesure nos engagements correspondaient à nos capacités. D'ailleurs, le dernier Livre blanc a paru sous le titre «Défis et engagements». Monsieur le Président, peut-être qu'une meilleure évaluation ferait ressortir dans quelle mesure la qualité, l'importance et l'utilité de nos forces armées correspondent à une vision plus réaliste d'éventuelles menaces.

En conséquence, je profite des trois ou quatre minutes qui me restent pour vous faire part de certaines préoccupations dont nous devons tenir compte dans la planification de notre budget de la défense.

Notre monde n'est plus bipolaire comme avant. Je ne veux pas dire que les affrontements est-ouest sont disparus, mais plutôt qu'il existe un bloc communiste impénétrable. Nous ne sommes plus en présence de deux puissances qui sont toujours en désaccord pour une question de principe. Avant, nous avions l'habitude de craindre un éventuel conflit d'envergure en Europe de l'Est. Maintenant, le champ de bataille se limite vraiment à un seul pays. Le front de l'Est n'est donc plus ce qu'il était.

À l'heure actuelle, nous sommes confrontés à de nouvelles menaces: la prolifération des missiles et l'utilisation des armes de haute technologie au Moyen-Orient et en Asie, comme nous le voyons aujourd'hui. Nous assistons à la guerre que se livrent les trafiquants de drogue pour le marché américain, puis nous faisons face au spectre sans fin du terrorisme international presque régulièrement.

En plus de ces changements, nous sommes conscients du fait que les puissances militaires n'ont plus la même influence que dans le passé. Au lieu de cela, la puissance des divers pays dépend d'une interaction de plus en plus complexe entre les facteurs économiques et militaires, comme on peut le constater dans le cas du pétrole, et tous ces facteurs sont influencés par la fragilité des régimes politiques intérieurs modernes. Il y a également les démocraties en développement en Europe de l'Est. En fait, au lieu de n'avoir qu'une seule puissance nucléaire en Union soviétique, nous pourrions bien nous retrouver avec 15 puissances indépendantes, ce qui, en toute fran-

Initiatives ministérielles

chise, m'effraie énormément du point de vue du contrôle des armements.

Il y a trois nouvelles données clés dont nous devrions nous inquiéter. Je vais vous les préciser très brièvement. Il y a tout d'abord les menaces internationales dont je viens de parler. Il y a ensuite les efforts déployés pour trouver une nouvelle façon d'élaborer une stratégie qui tiendrait compte des facteurs économiques ainsi que militaires et politiques. Troisièmement, nous sommes préoccupés par certaines des choses qui se passent aux Nations Unies. Depuis peu, une nouvelle collaboration est peut-être possible entre les divers pays, du fait que la guerre froide ne divise plus les pays en deux camps. Je crois que c'est là un signe avant-coureur du nouvel ordre international et de l'établissement possible d'une force de paix internationale dans l'avenir. Il ne s'agira peut-être pas d'être les gardiens de la paix, comme on l'a précisé hier, mais bien d'être les artisans de la paix.

En conclusion, étant donné que nous devons adopter une vision plus large du monde d'aujourd'hui et tirer les leçons qui s'imposent des erreurs du passé, il faut alors se pencher sur cet événement important et en tenir compte dans la planification de notre défense.

Par exemple, quels sont nos objectifs? Il s'agit, en l'occurrence, de contribuer à la paix mondiale, de forcer l'Irak à se retirer du Koweït et de faire en sorte qu'il lui soit difficile d'y revenir. Les engagements qui en découlent sont donc laissés à notre imagination. Quels sont nos buts? Quels sont nos atouts? À quel point sommes-nous disposés à défendre ou à préserver la paix et comment entendons-nous nous y prendre?

En ce qui a trait à la motion, je suis d'accord pour que la Chambre condamne l'invasion du Koweït par l'Irak. C'est un événement sans précédent. Il va à l'encontre de l'ordre mondial. Je peux comprendre que nous souhaitions le retrait des forces irakiennes du Koweït et le rétablissement du gouvernement légitime du Koweït. Il est normal que nous voulions appuyer sans équivoque les gestes que posent nos forces armées, les décisions du Conseil de sécurité des Nations Unies et les mesures que prennent les pays qui jouent un rôle actif depuis le 2 août. Il est aussi normal que nous souscrivions enfin à l'envoi de troupes.

Par contre, je serais très inquiet si nous donnions carte blanche au gouvernement pour l'avenir. Dans ce genre de situation, une escalade soudaine est toujours possible, et je suis persuadé que cela préoccupe tous les députés. J'espère sincèrement que, avant de nous lancer dans ce